

Note d'information

Systeme d'alerte rapide : un aspect essentiel de la promotion de la productivité agricole face au changement climatique

Par Munu Martin Luther*

Résumé

Cette note d'information propose plusieurs bonnes pratiques dont le Kenya pourrait s'inspirer afin d'améliorer son système d'alerte rapide. Malgré les avancées du système météorologique, le Kenya ne dispose pas encore de systèmes d'alerte rapide adéquats pour avertir les agriculteurs des changements climatiques. En conséquence, les agriculteurs se trouvent exposés à des conditions climatiques extrêmes comme la sécheresse et les inondations qui dégradent les récoltes.

Introduction

Le changement climatique est considéré comme un défi majeur envers les moyens d'existence et en définitive contre le développement, pas seulement pour l'Afrique, mais pour le monde. L'Afrique cependant, doit relever de plus grands défis en raison tant de la situation que des contraintes de capacités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Au Kenya, les conditions climatiques extrêmes telles que sécheresses et inondations ont fait chuter la productivité agricole, ce qui touche directement les moyens d'existence des agriculteurs et pour pallier ces difficultés, il a été préconisé de développer un système d'alerte rapide. Sur cette question, une étude conduite par CUTS International sous le projet Promouvoir les liens entre l'agriculture, le Climat et le Commerce dans la Communauté d'Afrique de l'Est (PACT-EAC) identifie les défis faisant face au système d'alerte rapide comme étant des obstacles majeurs affectant la productivité agricole et l'amélioration des moyens d'existence des agriculteurs. Malgré des avancées de la part des services météorologiques, les systèmes destinés à avertir les

agriculteurs des changements climatiques/météorologiques sont insuffisants. En conséquence, les agriculteurs sont exposés à des conditions climatiques extrêmes, comme les sécheresses/inondations, qui ruinent les récoltes. En 2011, par exemple, le pays a accusé la pire crise d'insécurité alimentaire, 4 millions de personnes ayant dû être secourues par l'aide alimentaire.

Systeme d'alerte rapide

Dans les grandes lignes, un système d'alerte rapide peut être défini comme l'information adéquate, prévoyant une situation d'urgence tout en donnant les moyens de se prévenir ou d'en minimiser les effets. Selon la Terminologie pour la prévention des risques de catastrophe (2009) de la Stratégie internationale des Nations Unies pour la réduction des catastrophes (UNISDR), il s'agit de l'ensemble des capacités nécessaires pour produire et diffuser en temps opportun et utile des bulletins d'alerte permettant à des individus, des communautés et des organisations menacées par un danger de se préparer et d'agir de façon appropriée en

temps utile pour réduire le risque de dommage ou de perte.

Pour l'agriculture, où cette note recommande le système d'alerte rapide, il s'agit de prévisions des Services météorologiques du Kenya (KMS), de la diffusion de ces informations aux intéressés, qui dans ce cas sont les agriculteurs, en les préparant à faire face aux prévisions de conditions météorologiques extrêmes, comme les sécheresses ou les inondations.

L'agriculture est d'une importance capitale pour l'économie Kenyane, le secteur générant des emplois pour 75% de la population active, et participant à environ 50% du Produit intérieur brut (PIB) du pays. Le changement climatique touche directement la productivité du secteur, mettant en péril les moyens d'existence de personnes. Cela renforce le besoin d'un système d'alerte rapide efficace et efficient permettant de protéger non seulement les agriculteurs, mais aussi la population toute entière des conditions climatiques extrêmes en leur fournissant à temps des informations précises pour leur permettre de prendre les mesures appropriées.

Les agriculteurs ont accusé des pertes énormes par suite des mauvaises prévisions/de la diffusion insuffisante des informations climatiques, surtout sur l'arrivée et la fin des périodes de pluies, ainsi que des prévisions sur leur intensité. Les carences dans la dissémination des informations de la part du Ministère de l'Environnement, des Eaux et des Ressources Naturelles et de la KMS n'ont pas permis aux agriculteurs de prendre les mesures appropriées en cas de prévisions de conditions météorologiques extrêmes. Sans compter que l'information météorologique est complexe et que les agriculteurs éprouvent des difficultés pour l'interpréter.

L'agriculture a été touchée dans les régions vulnérables à la sécheresse, en particulier au Turkana qui en a le plus souffert. Selon l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA), la région a souffert d'un déficit pluviométrique au cours de la première semaine de janvier 2014, et des semaines précédentes. Seules les régions de Lokichoggio, Lomelo, Kibish et Kerio ont enregistré des faibles pluies. En conséquence, la production laitière au niveau des ménages a baissé de 29,01% en décembre 2013 à 19,68% en janvier 2014. Le taux de vente des élevages a aussi bondi de 0,97% en

décembre 2013 à 1,43% en janvier 2014, le taux le plus élevé de 1,40% pour les simples pâturages. Cela démontre des efforts désespérés de la part des éleveurs, essayant de préserver un maigre revenu en vendant les troupeaux en train d'être décimés. Il faut absolument renforcer le mécanisme de transmission de l'information aux éleveurs/agriculteurs. Les bulletins météo devraient être simplifiés et rendus plus clairs pour les agriculteurs.

Les services agro-alimentaires et le système d'alerte rapide

Au Kenya, les services agro-météorologiques offerts par KMS donnent des indications sur les cultures dans les principales régions du pays. Cela comprend une variété de cultures, leur état d'avancement, un compte rendu général sur leur performance, les dommages provoqués par des insectes, des maladies ou une météo défavorable, l'état du sarclage à la ferme ainsi que la densité des cultures et l'humidité des sols. KMS émet ses prévisions à 5,7 et 10 jours, y compris sur une base mensuelle et saisonnière. Le système d'alerte rapide va cependant au-delà des services agro-météorologiques. Il comprend la transmission des informations météorologiques aux usagers par différents moyens et des mécanismes permettant de réagir aux prévisions. Cela inclut la nécessité de développer les technologies de l'information et communications (TIC) et d'autres méthodes adaptées aux besoins ruraux d'information aux agriculteurs.

Les conditions climatiques extrêmes entraînent des pertes considérables pour les agriculteurs, presque sur une base annuelle. Par exemple, toutes les fin janvier des troupeaux entiers meurent de sécheresses et les agriculteurs se trouvent dans l'obligation de vendre leurs cheptels, ce qui non seulement les prive de leurs moyens d'existence, mais aussi provoque des pertes pour le secteur. Il est donc primordial de mettre en place un système d'alerte rapide avec le concours des organisations proches des agriculteurs et aussi des jeunes. Cela améliorera le flot d'informations climatiques comme les mesures appropriées pour l'élevage et les opportunités offertes par le marché en préparation pour les prévisions de sécheresses. Malheureusement, ces systèmes sont loin d'être renforcés. Le prix moyen des élevages (bovins et ovins) a chuté en janvier au Turkana. Les ménages ont également

réduit leur consommation de lait à cause de la pénurie provoquée par la sécheresse. Un examen approfondi de ces questions indique que le pays n'est pas bien préparé à faire face aux problèmes posés par la sécheresse sur les moyens d'existence. La chute des prix des élevages appauvrit les éleveurs sans pour autant bénéficier aux consommateurs, car ce sont les marchands qui profitent de la situation.

Au pays Makueni, la sécheresse de janvier, en l'absence de pluies, a contrasté les fortes pluies enregistrées en décembre 2013. Il est prévu que cela va empirer le niveau d'insécurité alimentaire, car la sécheresse affecte surtout la production de maïs, qui sert d'aliment de base aux communautés établies dans tout le pays. A l'opposé, la région de la Rivière Tana, a souffert de conditions de sécheresse ayant des effets directs sur les efforts d'irrigation de la région et sur l'alimentation des populations riveraines vivant de la pêche.

Certaines communautés d'éleveurs se sont résolues à se lancer dans les cultures. Cela nécessite de meilleurs services de conseil sur les opportunités d'investir dans les cultures et l'élevage, ce qui est lié à l'amélioration de l'information en mettant en place un mécanisme de retour d'information permettant à KMS d'améliorer son service.

L'exactitude des informations météo diffusées et leur diffusion et interprétation sont essentiels pour un système d'alerte rapide. Afin de convaincre les agriculteurs à utiliser ces systèmes, ils doivent d'abord se convaincre de l'exactitude des bulletins météo reçus. Par exemple en 2013, des déficits pluviométriques ont été enregistrés dans des régions où cela n'avait pas été prévu. Il en ressort que les agriculteurs ont perdu confiance dans les informations diffusées par KMS. Il n'en reste pas moins que certaines régions comme Makueni, sont connues comme ayant une pluviométrie quelque peu différente, nécessitant une interprétation plus précise des bulletins météo pour les agriculteurs.

Il est nécessaire de donner des informations plus locales pour améliorer l'exactitude des informations météorologiques. Il faudrait pour cela remettre en oeuvre des centres météorologiques au niveau des districts. Cela est de la responsabilité des directeurs locaux de KMS. Il faut aussi accroître la sensibilisation des dirigeants sur la nécessité d'allouer des ressources

supplémentaires en faveur des directeurs locaux de KMS. Il faudrait surtout viser à obtenir des prévisions à 5-10 jours pour assurer la chronologie des opérations. Des informations fiables dans les 5-10 jours (et non seulement saisonnières) seraient très utiles pour les agriculteurs, surtout pour les aider à décider quand lancer les plantations. Les Directeurs locaux devraient aussi en profiter pour encourager des changements d'habitudes chez les agriculteurs, ces derniers ignorant souvent les alertes émises surtout au sujet des prévisions de sécheresse. Il leur arrive donc de se trouver dépourvus en périodes de sécheresse, perdant sur les deux tableaux, tant sur leur production que sur la chute des prix.

Il y a eu plusieurs tentatives au niveau national et local tant de la part du Gouvernement que d'autres groupes d'intérêts, pour améliorer le système d'alerte précoce. Il y a lieu d'améliorer la coordination entre ces efforts afin d'en accroître la cohérence et en maximiser les résultats.

Les parties prenantes devraient étudier les modalités d'assurer une meilleure implication des médias dans les efforts concernant les changements climatiques et le système d'alerte rapide. Cela devrait aller au-delà de la presse et des médias électroniques pour inclure la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Bien que les médias comptent avant tout sur la publicité pour assurer leurs revenus, ils ont des responsabilités envers les communautés que les parties prenantes pourraient négocier avec eux par le biais de la RSE pour accroître la sensibilisation et renforcer la diffusion des informations pertinentes. La région de Baringo Country souffre déjà de pénurie alimentaire surtout dans les zones de Katikit, Kinyach, Mondri, Orus, Akoret, Ngaina et Yatya. La RSE peut lutter contre de telles pénuries, comme elle l'a fait lors de l'initiative « Kenya pour les Kenyans », mais il lui faut des actions bien préparées et exécutées pour dépasser l'aide d'urgence en assurant un soutien à la production alimentaire prenant en compte les conditions climatiques extrêmes et les mécanismes d'atténuation.

Les meilleures pratiques pour le système d'alerte rapide

Pour améliorer son système il est important pour le Kenya de connaître les meilleures pratiques appliquées ailleurs dans le monde. La région de l'Afrique de l'Est

dans l'ensemble ne dispose pas de systèmes adéquats pour détecter les situations climatiques extrêmes et soutenir les efforts des agriculteurs pour se protéger. Bien qu'ayant des défis à relever, il n'en reste pas moins que le KMS est encore le meilleur système météorologique de la région, et l'a toujours été depuis l'époque coloniale et continue à agir comme un centre d'excellence régional. Ainsi, le fait que même KMS n'ait pas pu relever le défi posé par le changement climatique qui affecte le secteur agricole de la région de manière adéquate, démontre la magnitude des efforts qui restent à accomplir dans la région tout entière.

Le concept des systèmes d'alerte rapide au niveau communautaire (CBEWS) bien illustré dans un document publié par Mercy Corps and Public Action, présente ce système, fondé sur une approche « centrée sur les gens », qui responsabilise les individus et les communautés concernés par de tels risques (conditions climatiques extrêmes) pour agir à temps et de façon appropriée pour réduire les risques de blessures et pertes de vies, de dommages à la propriété, à l'environnement et aux moyens d'existence. Le système communautaire d'alerte rapide se décline sous les cinq aspects décrits ci-dessous :

Inclusion de tous les membres de la communauté

Tous les membres d'une communauté, spécialement les groupes les plus vulnérables, doivent être inclus à tous les stades de la CBEWS, à savoir : la conception et l'application du système, la réception des messages d'alerte et la réponse à ces alertes.

Tenir compte des besoins de la communauté

L'analyse des besoins communautaires devrait tenir compte des besoins de chacun de ses membres, surtout les plus vulnérables comme les femmes, les personnes âgées et les handicapés.

La participation communautaire

Les membres de la communauté seront responsables du processus et du système dès le début, de la conception à la mise en œuvre. Ce projet s'inspire du développement participatif, régime sous lequel les communautés

s'approprient une initiative pour la faire performer mieux. Etant donné que le système d'alerte rapide consiste à protéger les moyens d'existence des communautés, leur implication dans le processus doit leur permettre de se sentir responsables du projet et de s'impliquer dans l'application des mesures préconisées par le système d'alerte rapide.

Développement des capacités locales

La CBEWS prévoit l'utilisation des capacités des membres des communautés locales de manière à répondre au mieux aux situations d'urgence. Par leur engagement dans le processus, la formation, la réception d'informations climatiques, les membres de la communauté apprennent à mieux réagir pour faire face aux conditions climatiques extrêmes comme les inondations et les sécheresses.

Participation communautaire efficace et efficiente

La CBEWS encourage une participation efficace et efficiente des communautés dans le processus de décision du système d'alerte rapide. L'approche institutionnalisée adoptée promeut la participation active des communautés locales.

Dans la mise en œuvre du système d'alerte rapide par les communautés, les systèmes traditionnels doivent être renforcés par des mesures appropriées pour gérer les risques posés par les conditions climatiques extrêmes. Les mécanismes traditionnels d'alerte rapide ont été hérités de génération en génération dans la communauté. Ils vont des conditions météorologiques à l'état des pâturages, des eaux et du bétail aux usages des oiseaux et des autres animaux, et cela peut être utile pour prévoir l'arrivée et la fin des pluies. Les changements climatiques, cependant, mettent en exergue la nécessité de progresser au-delà des systèmes traditionnels, pour faire usage de mécanismes modernes, utilisant la science et la technologie, sans toutefois ignorer totalement les mécanismes traditionnels. En d'autres termes, un système amélioré d'alerte rapide devrait se servir des avancées de la science et de la technologie tout en renforçant les savoirs traditionnels afin que les communautés gardent leurs repères et s'identifient facilement dans le processus.

Dans la pratique, les systèmes d'alarme rapide traditionnels comportent trois phases, à savoir : i-) le contrôle des risques (mesurer les précurseurs) ; ii-) les prévisions indiquent une catastrophe soudaine et iii-) la notification d'une menace ou d'une alerte, si un événement catastrophique prévisible a effectivement lieu. Au Népal de l'Ouest, par exemple, les communautés se servaient des signaux émis par les poules pour prévoir les événements, bien que cela ne fut pas précis. Le système d'alerte rapide amélioré utilise les trois phases traditionnelles décrites ci-dessus plus une quatrième phase, à savoir : La préparation et la réponse pour faire face à une condition climatique extrême. Dans ce cas, il s'agit de l'adoption de services agro-météorologiques efficaces et efficients, d'une mise en commun de l'engagement de toutes les parties prenantes responsables de systèmes d'alerte rapide et de l'adoption d'une approche fondée sur les communautés.

Pour que le système d'alerte rapide fondé sur les communautés fonctionne, il faut prendre quatre aspects en considération : l'efficacité, l'efficacité, la justice et la légitimité. L'efficacité signifie que l'information du système d'alerte rapide doit atteindre tous les membres, en particulier les plus vulnérables d'entre eux, qu'elle sert à réduire les risques de catastrophe, qu'elle permet d'économiser des ressources communautaires et qu'elle est bien gérée, tant en termes de son application que de l'utilisation appropriée des ressources financières. L'efficacité, quant à elle, met l'accent sur les politiques appropriées, la perception positive du danger immédiat, l'information en temps utile et l'adéquation des mécanismes d'alerte rapide mis en place. La justice permet de considérer équitablement les besoins de tous les membres de la communauté, y compris ceux qui sont vulnérables et ceux qui nécessitent des soins particuliers. Enfin, la légitimité signifie que le message d'alerte rapide est authentique et apprécié à sa propre valeur et accepté par l'ensemble des communautés.

Conclusion

Un moyen important de promouvoir la productivité agricole face aux défis posés par les changements climatiques consiste à renforcer les systèmes d'alerte rapide. Les pertes accusées par les agriculteurs, tant en matière de cultures que d'élevages, sont surtout la conséquence de conditions climatiques extrêmes, même si d'autres facteurs peuvent intervenir. Il est important

que le Gouvernement, avec KMS et d'autres parties prenantes collaborent pour acquérir et diffuser l'information climatique appropriée et localisée en temps utile aux agriculteurs pour leur permettre de prendre les mesures d'atténuation qui s'imposent pour relever de tels défis.

A mesure que les parties prenantes s'engagent plus avant pour la mise en place d'un système d'alerte rapide, les systèmes fondés sur la participation communautaire devraient être au centre de ces efforts, en utilisant les méthodes traditionnelles, doublées des mesures modernes. Les CBEWS sont essentiels car ils encouragent les approches participatives du développement et tiennent compte des besoins particuliers de toutes les communautés, ce qui prend tout son sens au Kenya, où se trouvent des communautés de cultivateurs en même temps que des communautés d'éleveurs. En outre, ce système inclut des communautés situées en amont, qui sont frappées par la sécheresse, tout comme celles situées en aval, qui souffrent le plus souvent des inondations. Tout cela nécessite des mesures spéciales qui ne peuvent être mises en œuvre que selon l'approche communautaire.

Références

1. Otieno, G. Mungai, O. Ogalo, V. (Climat, Alimentation, Commerce: Où se trouve le lien politique? CUTS International
2. http://www.unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologieFrancais.pdf
3. <http://www.feedthefuture.gov/country/kenya>
4. Drought Monitoring and Early Warning System Bulletin, janvier 2014.
5. Mercy Corps and Practical Action (2010) Establishing Community Based Early Warning System: Practitioner's Handbook.

CUTS International, Genève

37-39 Rue de Vermont, 1202 Genève, Suisse
Tél : +41(0)22 734 6080 | Fax : +41(0)22 734 3914
Email : geneva@cuts.org | Web : www.cuts-geneva.org
Skype: cuts.grc

© 2014. Cette note d'information est publiée par CUTS International, Genève

Les Notes d'information de CUTS visent à informer, éduquer et inciter à débattre de questions spécifiques. Les lecteurs sont encouragés à se référer ou reproduire les questions évoquées dans ces notes pour leur propre usage, à condition de citer nommément la source.